

# Hebdo Canada



Volume 1, N° 40

le 10 octobre 1973

Ottawa, Canada.

## Les Nations Unies face aux problèmes urgents de l'humanité

*Extraits du discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, le 25 septembre:*

\* \* \* \*

Avec l'admission de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, les Nations Unies ont fait un autre grand pas vers l'universalité. Le Canada rend hommage à la largeur d'esprit qui a fini par briser l'impasse en Europe et qui a rendu possible l'admission de ces États au sein de notre Organisation.

un instrument plus efficace pour la réalisation des espoirs et des aspirations de l'humanité?

Depuis notre dernière réunion ici, le très honorable Lester B. Pearson, l'un des architectes de cette Organisation, est décédé au Canada. A l'époque pleine d'espoir où lui-même et d'autres travaillaient à la création des Nations Unies, M. Pearson avait exprimé la

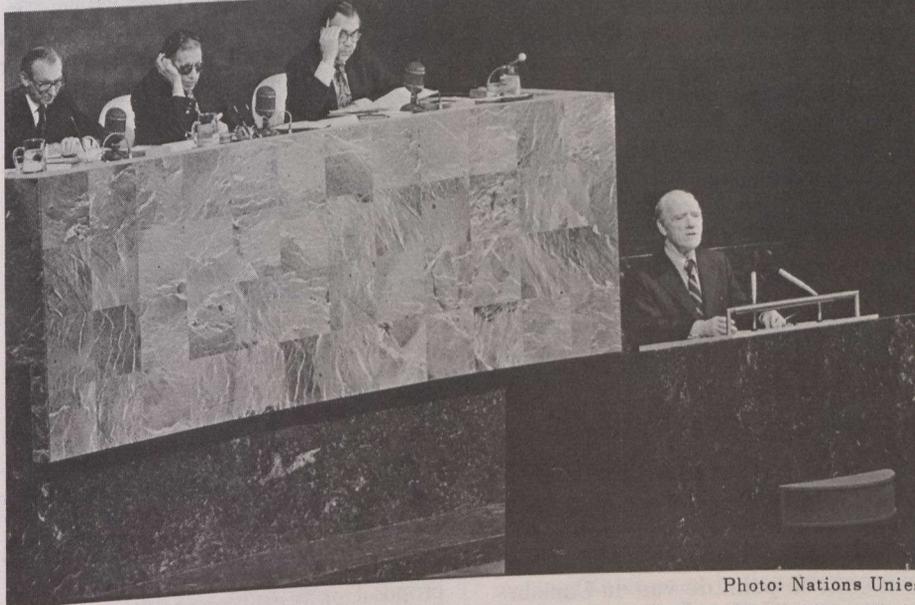


Photo: Nations Unies

*Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre. A la tribune présidentielle on reconnaît (de gauche à droite)*

*le secrétaire général des Nations Unies M. Kurt Waldheim; le président de l'Assemblée, M. Leopoldo Benites et le sous-secrétaire général aux Affaires politiques et à l'Assemblée générale.*

Le Canada est aussi très heureux de l'admission, en qualité de membre à part entière du Commonwealth des îles des Bahamas. En tant que pays possédant depuis longtemps des liens étroits avec les Bahamas, nous sommes convaincus que l'influence de ce nouveau membre s'exercera dans le plus haut intérêt des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies devient universelle; devient-elle aussi

craindre qu'avec la disparition des pressions unificatrices de la guerre mondiale, "l'orgueil et les préjugés nationaux ne se ressaisissent et que la notion étroite de l'intérêt national ne l'emporte". Ce jugement sur l'avenir ne fut que trop rapidement confirmé. Et pourtant, conscient qu'il était comme tout autre des imperfections de l'Organisation, M. Pearson restait convaincu qu'elle était indispensable si l'on

Les Nations Unies face aux problèmes urgents de l'humanité, 1

Le commerce extérieur du Canada – Premier semestre, 3

Accord commercial Canada – Italie, 4

Conférence panaméricaine à Ottawa, 4

Hausse de l'aide au développement, 4

Création d'un Comité de révision des normes, 5

L'habitation maintient son niveau élevé, 5

Prix convoité à l'Institut de cardiologie, 6

Le contrôle des exportations de viande est aboli, 6

voulait enrayer, fût-ce lentement et péniblement, la pauvreté et la violence des masses.

Il est vrai que dans divers secteurs critiques de la sécurité mondiale, les Nations Unies semblent avoir été dépassées. Ce sont des efforts bilatéraux qui ont contribué essentiellement à améliorer les relations entre les grandes puissances. Des mesures importantes ont été prises en vue d'une plus grande stabilité européenne, grâce à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et aux discussions sur la réduction des forces en Europe.

L'accord réalisé sur le plan bilatéral entre l'Inde et le Pakistan, qui rétablit les conditions de paix et de coopération future dans le sous-continent, a été chaleureusement accueilli par la communauté mondiale.

Tous atteints, dans une certaine mesure, par ces délibérations et ces décisions, nous reconnaissons qu'il appartient à la nature de notre société que nous n'ayons pas tous l'occasion de participer autant que nous le voudrions à la prise de décisions au sein du forum mondial. Le Secrétaire général le disait dans son excellente introduction au rapport annuel: "Il faut faire ressortir qu'il n'y a pas forcément incompatibilité entre diplomatie bilatérale et diplomatie multilatérale. Elles s'appuient ou devraient s'appuyer l'une sur l'autre, chacune d'elles présentant des avantages particuliers selon la situation. Il n'y a pas qu'une route qui mène à la paix — nous devons les essayer toutes."

Mais nous ne cesserons jamais d'affirmer l'intérêt et la primauté de cette Organisation partout où son rôle est indispensable.

Tel était le point de vue du Canada à la Conférence internationale sur le Vietnam, tenue au début de cette année à Paris. J'ai tenté d'obtenir alors que l'ONU et son Secrétaire général fassent partie intégrante des mécanismes de surveillance de la paix que l'on était en train d'établir à la Conférence. Ces efforts ont été vains.

#### Une leçon profitable

Après une tentative, pendant cinq mois, de jouer le rôle d'un observateur international impartial, nous avons mis fin à notre participation à la Commission internationale de contrôle et de surveillance avec un sentiment de frustration, mais sans aucune aigreur.

Le Canada est disposé à contribuer au maintien et à la surveillance de la paix. Les efforts prolongés et stériles tentés pour utiliser de façon objective ces organismes de paix nous ont enseigné une leçon: c'est que les opérations touchant le maintien et la surveillance de la paix ont de meilleures chances de succès si elles sont exécutées sous l'égide du Conseil de sécurité des Nations Unies.

#### Une Conférence alimentaire mondiale?

Il y a eu trois années consécutives de sécheresse dans certaines parties de l'Afrique et du sous-continent asiatique ainsi que des périodes anormalement défavorables à la production agricole dans beaucoup d'autres parties du monde. Jusqu'ici, seuls quelques États producteurs de vivres alimentaires, dont le Canada, ont eu un surplus et même leurs stocks existants ont fluctué selon les conditions climatiques et les besoins internationaux. Les efforts déployés depuis des années pour créer les banques alimentaires ont généralement été infructueux.

Le directeur général de la FAO vient maintenant d'avancer une proposition concrète afin d'assurer le ravitaillement en vivres de la population mondiale. Le succès de ce projet dépendra directement de l'effort déployé par chaque nation en vue d'adapter sa production alimentaire et sa politique de stockage à la réalisation des objectifs visés. J'exhorte tous les États (et non ceux-là seuls qui sont les producteurs traditionnels de surplus alimentaires) à appuyer la FAO et à coopérer avec elle dans la réalisation de cette tâche.

Nous notons avec grand intérêt la proposition faite hier par le secrétaire d'État des É.-U. en vue de convoquer une Conférence alimentaire mondiale en 1974. Nous avons hâte de discuter ce projet en détail, car nous devons avoir pour objectif d'éloigner le terrible spectre de la famine qui menace des millions d'hommes.

Le Canada a soutenu le dynamisme renouvelé qui, au cours des dernières années, a permis d'élargir et de transformer le Conseil économique et social.

L'élection du Canada, par le Conseil économique et social, comme membre à part entière de la Commission économique pour l'Europe a marqué un changement important pour notre pays et pour nos relations avec l'Europe.

L'une des principales responsabilités du Conseil économique et social, élargi et revivifié, est de réaliser avec succès le programme d'action de la Stratégie internationale du développement, que cette Assemblée a adopté pour la Deuxième décennie du développement des Nations Unies. Cette stratégie n'est ni parfaite ni immuable. L'évaluation s'en est déjà révélée ici même difficile et même ardue. Ce n'est pas, toutefois, une tâche impossible à remplir et j'espère qu'elle deviendra plus facile au fur et à mesure que nous nous rendrons mieux compte des exigences de la Stratégie.

#### La guerre au Terrorisme

Nous faisons face à d'autres problèmes angoissants et universels que seule la coopération internationale peut régler. L'année dernière, j'ai insisté sur la question du terrorisme et j'estime que je dois faire de même cette année. La civilisation réclame à grands cris que la communauté internationale prenne des mesures visant à assurer la protection des innocents contre les actes de violence prémédités.

Depuis l'année dernière, les initiatives prises à l'échelle internationale afin de combattre le terrorisme ont pris une certaine ampleur dans diverses organisations et divers organismes internationaux. Pour ne citer qu'un exemple, plus de 86 États ont signé la Convention de 1970 de La Haye relative à la piraterie aérienne. Il est encourageant de noter qu'un nombre sans cesse croissant d'États de toutes les parties du monde et de toutes les idéologies politiques viennent ajouter leur nom à la liste de ceux qui ont ratifié le document en vue de combattre ces actes d'interférence illicites commis auprès de l'aviation civile. Toutefois, le terrorisme n'a pas été éliminé; il demeure un sabre à deux tranchants qui, à la fois, sape les bases de l'ordre international et tranche la main qui l'agite.

Nous demanderons à toutes les nations et à l'Assemblée générale de décider des mesures à prendre pour combattre les actes de terrorisme.

La terreur présente une autre facette: l'empoisonnement nucléaire et la menace ultime d'une immolation nucléaire. Bien qu'une décennie se soit écoulée depuis la mise en vigueur du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, aucun progrès n'a été accom-

## Le commerce extérieur du Canada – Premier semestre

Au cours des six premiers mois de 1973, les exportations du Canada ont été de 11.9 milliards de dollars, après ajustement, ce qui représente une progression de près de 1.6 milliard, soit plus de 15%, par rapport au deuxième semestre de 1972. Simultanément, les importations ont augmenté de plus de 1.4 milliard de dollars, soit 15%, pour atteindre 11.1 milliards de dollars. Le solde commercial s'est élargi, passant de quelque 705 millions de dollars pour la période juillet-décembre 1972 à 865 millions.

Les exportations canadiennes vers les États-Unis ont fortement progressé (16%) au cours du premier semestre pour atteindre 8.3 milliards de dollars. Cette progression de quelque 1.16 milliard intervenait pour près des trois quarts de l'accroissement total. Les ventes au Japon se sont accrues d'environ 310 millions de dollars, et en dépit d'une légère diminution dans le cas de l'Amérique latine, les exportations vers la Grande-Bretagne, les anciens pays de la CEE, et les autres pays ont augmenté modérément.

La plus grande partie de l'augmentation des importations, soit 72%, revenait à celles en provenance des États-Unis. Les achats dans ce pays ont augmenté de 1.0 milliard de dollars pour atteindre près de 7.8 milliards. Les importations en provenance de la CEE ont augmenté de plus de 100 millions de dollars; pour ce qui est des importations de la Grande-Bretagne et des pays d'Amérique latine, la progression a dépassé 50 millions dans chaque cas, et les importations en provenance du Japon se sont accrues de 20 millions de dollars.

Sur une base brute, les exportations canadiennes ont augmenté de 23% pour atteindre 12.0 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 1973, comparativement à 9.8 milliards pour la période correspondante de 1972. La part des échanges commerciaux avec les États-Unis représentait 69% de cette augmentation, les livraisons vers ce pays ayant augmenté de 23%, passant de 7.0 à 8.5 milliards de dollars. Les échanges avec le Japon ont représenté 15%. La part des autres zones, à l'exception de l'Amérique latine, a été

moins importante. Les importations canadiennes ont progressé de 22%, passant de 9.2 à 11.3 milliards de dollars; dont 82% étaient constituées par les importations des États-Unis. Le reste de cette progression s'est réparti entre les autres zones, à l'exception du Japon, pour lequel il y a eu une légère baisse.

Les produits de l'automobile et connexes représentaient presque 350 millions de dollars de l'accroissement de 1.5 milliard des exportations vers les États-Unis. La part des livraisons de moteurs et pièces a dépassé 200 millions de dollars. Les exportations de sciages et celles de pétrole brut se sont accrues de 245 millions et de 213 millions de dollars respectivement. On a aussi noté des progressions assez importantes dans le cas des livraisons de plusieurs autres marchandises: papier journal (86 millions), machines (73 millions), minerais de fer (37 millions), produits de l'acier (29 millions), poisson (24 millions), aéronefs et pièces (22 millions). Parmi les marchandises dont les livraisons ont baissé, il faut citer celles de nickel et de ses minerais (en baisse de quelque 50 millions de dollars), et celles d'aluminium et de matériel de bureau.

Les importations en provenance des États-Unis ont progressé de 27%, pour se fixer à 8.1 milliards de dollars, par suite d'une forte poussée des achats de produits de l'automobile et connexes, des machines et d'aéronefs, car il y a eu d'importantes livraisons d'aéronefs commerciaux en 1973. La part de ces marchandises de l'augmentation totale de 1.7 milliard de dollars s'élevait à environ 1 milliard de dollars.

Les importations d'aliments, de produits industriels et de matériel de communication ont augmenté plus modérément.

Dans le cas du Japon, les exportations vers ce pays ont augmenté de 76% pour se fixer à quelque 750 millions de dollars en 1973, ce qui fait de ce pays le deuxième marché du Canada. Par contre, les importations se sont repliées à 522 millions de dollars. La croissance de la demande japonaise s'est concentrée sur les aliments et les matières industrielles. Les exportations de cuivre ont augmenté de quelque 80 millions de dollars, et l'on a noté des accroissements compris entre 25 et 35

millions de dollars dans le cas du blé, des oléagineux, du charbon et des sciages. La hausse des prix a également aidé à cet accroissement de la valeur des échanges.

Les livraisons de voitures particulières en provenance du Japon ont baissé de quelque 30 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de 1973, en dépit d'une hausse de 16% des prix moyens. Il y a eu cependant des augmentations en partie compensatrices dans les importations de machines, de camions et de matériel de communication.

### Grande-Bretagne et CEE

Le commerce du Canada avec la Grande-Bretagne a peu changé par rapport à 1972, car les exportations ont augmenté de 3% pour se fixer à quelque 695 millions de dollars, et les importations ont progressé un peu plus pour atteindre 515 millions.

Les exportations vers les anciens pays de la CEE ont augmenté de 12% pour atteindre environ 600 millions de dollars, car les livraisons de fer et de minerais non ferreux, d'amiante, de pâte de bois (20 millions de dollars), et de cuivre ont progressé. Les exportations de céréales ont baissé en 1973. Les importations se sont accrues de 22% pour se fixer à 660 millions de dollars, accroissement caractérisé en général par de légères progressions portant sur un vaste éventail de marchandises, dont les machines, les véhicules automobiles, les tissus et les vêtements.

### Commonwealth

Les exportations vers les pays du Commonwealth et ceux jouissant du tarif préférentiel, la Grande-Bretagne non comprise, ont augmenté de 30% pour atteindre près de 400 millions de dollars, en grande partie par suite d'une hausse des livraisons de blé (vers l'Inde en particulier). On a noté des augmentations moins importantes dans le cas des oléagineux, des produits de la forêt, des engrais, des pièces de véhicules automobiles et du matériel de communication.

Les importations en provenance de ce même groupe de pays ont progressé de 15%, atteignant quelque 400 millions de dollars. La plus grande partie de cette progression est imputable à la viande,

au sucre et aux produits laitiers, à laquelle est venue s'ajouter une hausse moins prononcée des importations de pétrole brut. Les importations de minerais métalliques ont diminué.

#### Autres pays

Les exportations vers tous les autres pays ont augmenté de 32%, s'élevant à quelque 735 millions de dollars. Les livraisons de céréales à l'URSS et à la République populaire de Chine, plus importantes à la fois pour ce qui est du volume et du prix moyen, ainsi que la progression des exportations de produits tels que le nickel et ses minerais, les oléagineux, l'amiante, la pâte de bois, les produits en acier et le matériel de communication, ont contribué à la croissance des exportations. Par contre, les exportations de minerais de cuivre et de camions ont baissé au cours des six premiers mois de 1973. L'accroissement des achats de pétrole brut, d'aliments, de tissus, de produits chimiques, de machines, de matériel de communication et de vêtements s'est traduit par une hausse de 19% des importations, qui ont atteint environ 690 millions de dollars.

#### Accord commercial Canada - Italie

Une entente est intervenue entre les Gouvernements du Canada et de l'Italie au sujet de l'achat, par l'Italie, de deux avions-robots de reconnaissance AN/VSD-501. Aux termes de cet accord, les compagnies Canadair de Montréal et Meteor S.p.A. de Rome se partageront, à cinquante pour cent, la fabrication des appareils. Ce marché représente plus de dix millions de dollars.

Canadair fabriquera la majeure partie de l'équipement embarqué et fournira à Meteor une aide technique et des services de formation, durant une période de deux ans. Pour sa part, Meteor fabriquera, à son usine de Malfalco, en Italie, la majeure partie de l'équipement de soutien au sol, et se chargera de l'assemblage final. L'avion-robot a été approuvé en Italie après des vols de démonstration effectués, en 1971, en Sardaigne.

Le AN/VSD-501 est un avion-robot de reconnaissance à court rayon d'action destiné à recueillir des renseignements tactiques dans les zones de combat avancées. Caractérisé par sa petite

taille et sa grande vitesse, il décolle à l'aide d'une fusée auxiliaire et est propulsé, en vol, par un turboréacteur. Après son lancement, il suit avec précision une trajectoire préétablie, survole son objectif, le photographie et revient à un point de récupération où il se pose au moyen d'un parachute. Après en avoir enlevé le film et effectué le ravitaillement en carburant, l'avion-robot est prêt pour une nouvelle mission.

Le projet, lancé en 1959 par *Canadair Limited* de Montréal, a reçu par la suite l'aide du ministère de la Production de défense (devenu depuis le ministère des Approvisionnements et Services) et du ministère de l'Aviation de la Grande-Bretagne. Plus tard, le Gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest s'associa au projet et l'avion-robot fut mis au point dans le cadre d'une entente signée entre les trois pays intéressés, dont les gouvernements partagèrent les dépenses de conception, de mise au point, d'essais et d'évaluation.

#### Conférence panaméricaine à Ottawa

Pour être vraiment efficaces, les soins sanitaires devraient être donnés au foyer et à l'école autant que dans les cabinets de médecins, les hôpitaux et les cliniques. C'est là une des conclusions auxquelles en sont venus les délégués à la Conférence panaméricaine sur la planification de la main-d'oeuvre sanitaire qui s'est terminée le 14 septembre à Ottawa.

A cette Conférence d'une durée d'une semaine, qui était parrainée par l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) et le Gouvernement canadien, assistaient 130 représentants de 26 pays membres de l'OPS (Amérique latine, Caraïbes, Canada, États-Unis) de deux Gouvernements participants (France et Royaume-Uni) et des provinces du Canada.

La réunion visait à promouvoir et à appuyer les programmes nationaux de perfectionnement de la main-d'oeuvre sanitaire.

Parmi les principaux conférenciers se trouvait M. Marc Lalonde, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a parlé des modifications récentes ou prochaines du système canadien de soins médicaux, de l'importance des programmes de main-d'oeuvre et de la collaboration du Canada avec l'OPS.

Le docteur Abraham Horwitz, directeur de l'Organisation panaméricaine de la santé, a parlé des problèmes de santé en Amérique latine et des objectifs du plan décennal de soins médicaux pour les Amériques, exposés dans le rapport final de la Conférence des ministres de la Santé, qui a été approuvée et signée par les ministres de la santé des Amériques ou par leurs représentants à Santiago (Chili), en octobre 1972. C'est le docteur Maurice LeClair, sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (Canada) et président de la Conférence d'Ottawa, qui avait signé le document au nom du Canada à Santiago.

Lors de la dernière session, les orateurs ont souligné la nécessité de posséder une main-d'oeuvre sanitaire "qui connaisse les besoins locaux plutôt qu'une main-d'oeuvre formée selon un système d'éducation sanitaire étranger qui, en certains cas, fournit une pyramide inversée où l'on a trop de médecins, et pas assez d'infirmières, d'auxiliaires, de travailleurs communautaires et de techniciens".

Deux thèmes principaux exposaient la nécessité de recourir à un genre différent de travailleurs sociaux et celle d'intéresser le public aux soins sanitaires. Lors d'une entrevue qui a suivi la réunion, M. Carlisle Burton, directeur de la Fonction publique et secrétaire du Premier ministre de la Barbade, a déclaré que "la première question à laquelle chacun devrait pouvoir répondre affirmativement est la suivante: "Est-ce que je connais les problèmes de santé de ma collectivité et qu'y puis-je faire?" et la seconde: "Les enfants apprennent-ils, soit au foyer soit à l'école, à résoudre ces problèmes?"

Il a conclu que pour résoudre les problèmes de santé, il faut que tous, et non pas seulement les travailleurs de la santé, prennent conscience des difficultés qui existent.

#### Hausse de l'aide au développement

Les débours du Canada au titre de l'aide officielle au développement en 1972 se sont accrus de 25.6 p. 100 par rapport à 1971, a annoncé M. Paul Gérin-Lajoie, président de l'Agence canadienne de développement international.

Cette hausse de l'aide officielle, de

391.9 millions de dollars en 1971 à 492.1 millions en 1972, représente un saut de 0.42 à 0.47 p. 100 du produit national brut du Canada. L'objectif fixé par la Commission Pearson et les Nations Unies pour les débours des pays développés au titre de l'aide officielle ou publique au développement est de 0.7 p. 100 du PNB. En déboursant 0.47 p. 100 de son PNB, le Canada se place au septième rang des 15 autres pays donateurs qui sont membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et bien au-dessus de la moyenne des pays membres qui n'est que de 0.34 p. 100. La plus grande partie des fonds, 338.3 millions de dollars en 1972 contre 294.5 millions en 1971, a été consacrée aux programmes bilatéraux.

Les débours totaux au titre de l'aide multilatérale ont augmenté de 59.1 p. 100, passant de 96.6 millions de dollars en 1971 à 153.7 millions en 1972. A ce chapitre, le versement des souscriptions de capital et les contributions aux fonds spéciaux de la Banque mondiale et des banques régionales de développement ont plus que doublé pour atteindre 109.6 millions de dollars, de 51.9 millions qu'ils étaient l'année précédente, la plus forte contribution étant versée à l'Association internationale de développement (IDA) qui fait partie du groupe de la Banque mondiale.

Par ailleurs, le Canada a pratiquement atteint l'objectif de 1 p. 100 du PNB que les Nations Unies ont fixé pour l'ensemble des ressources financières libérées en faveur des pays en voie de développement. Celles-ci englobent non seulement l'aide officielle mentionnée ci-dessus mais aussi les crédits officiels à l'exportation et les transferts de ressources privées. Au total, les ressources financières canadiennes libérées à ce titre en 1972 ont atteint la somme sans précédent de 1,015 millions de dollars, ce qui représente 0.98 p. 100 du PNB.

L'aide officielle canadienne au développement a continué d'être accordée à des conditions financières très libérales en 1972. Les subventions et les avances aux institutions d'aide multilatérale ont représenté 67.7 p. 100 du programme d'assistance. Les prêts du Canada pour le développement bénéficient des conditions les plus favorables

qui soient accordées par n'importe quel autre pays membre du CAD: 99.3 p. 100 de ces prêts, dont le total s'élève à 179.6 millions de dollars, ne portant aucun intérêt, sont à échéance de 50 ans, avec délai d'amortissement de dix ans.

### Création d'un Comité de révision des normes

D'une importance capitale pour le secteur privé, les consommateurs et les divers paliers de gouvernement, la normalisation reçoit de plus en plus d'attention, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Au sortir des négociations Kennedy sur les tarifs douaniers, les membres du GATT se sont attaqués aux barrières commerciales secondaires. Ils élaborent, à l'heure actuelle, un Code de conduite. Celui-ci reconnaît que les normes d'une part, et les exigences en matière de contrôle de la qualité d'autre part, pourraient fort bien constituer une entrave au commerce, bien plus que les barrières tarifaires.

Avec la création, en 1971, du Conseil des normes, le Canada jetait les fondements d'un système national de normalisation. Un nouveau pas vient d'être fait en ce sens, puisque l'Office des normes du Gouvernement canadien (ONGC) a accédé au rang de quatrième organisme national de normalisation et que, parallèlement, il a mis sur pied un Comité de révision, dont les premières assises se sont tenues à Ottawa, les 11 et 12 juillet dernier.

A cette réunion inaugurale, ont assisté des délégués du secteur privé, des ministères provinciaux de toutes les régions du pays, du Gouvernement fédéral, ainsi que de nombreuses personnalités intéressées par les travaux de normalisation ou oeuvrant dans ce domaine. La réunion avait pour objectif d'établir un mode officiel de révision pour les normes de l'ONGC appelées à être entérinées par le Conseil des normes comme normes dites "nationales". L'ONGC a établi quelque 1,650 normes, et plusieurs sont à la veille d'être consacrées "normes nationales."

Les normes que l'ONGC a élaborées depuis un certain nombre d'années dans le domaine des vêtements, plus précisément dans le cadre du programme d'uniformisation des tailles de vêtements (TCS) lancé par le ministère

de la Consommation et des Corporations, est un excellent exemple de la reconnaissance nationale dont ces normes peuvent faire l'objet, puisque leur valeur est reconnue, dans tout le pays, par le consommateur moyen.

Le Comité de révision des normes, d'envergure nationale, compte des délégués de tous les ministères fédéraux, des provinces et des territoires, de même qu'un grand nombre de représentants d'associations industrielles et commerciales, d'organismes de normalisation et de personnalités du monde de la recherche et du secteur universitaire. Il compte également un certain nombre de personnes indépendantes, reconnues pour leur compétence et leur expérience dans le domaine de la normalisation. M. John Guminski, directeur exécutif de l'ONGC, a été nommé premier président du Comité de révision des normes.

### L'habitation maintient son niveau élevé

La mise en chantier d'habitations au Canada, d'après les chiffres provisoires fournis par la Société centrale d'hypothèques et de logement a maintenu au cours du mois d'août un niveau élevé. Compte tenu des facteurs saisonniers, le nombre de logements commencés le mois dernier permet d'établir un taux annuel de 280,600 unités.

En juillet, ce taux hypothétique avait atteint le record de 304,200 unités, augmentation sur les premier et second trimestres qui avaient un taux respectif de 262,500 et 284,300 mises en chantier.

L'étude menée par la SCHL indique que le nombre total de mises en chantier pourrait s'élever à plus de 260,000 unités à la fin de 1973, dépassant le record de 1972 où 249,914 unités avaient été entreprises.

En réalité, dans les agglomérations urbaines, la construction de 19,924 logements a été commencée en août, soit une augmentation de 4% par rapport au même mois de l'année précédente (19,082). Au cours des huit premiers mois de l'année en cours, les mises en chantier dans les agglomérations urbaines ont été de 134,563, augmentation de 3% par rapport à la même période l'an passé (130,470). En comparant par catégorie de maisons, les logements unifamiliaux ont accusé une augmentation de 6% et les bâtiments multifamiliaux une légère hausse de 1%.

(suite de la page 2)

pli concernant l'interdiction totale de ces essais, objectif ultime des signataires du traité. En dépit des perspectives heureuses touchant la sécurité internationale qui résultent de l'adoption d'accords relatifs à la limitation des armes stratégiques, aucune des superpuissances, hélas, n'a laissé entendre qu'elle était disposée à limiter ses essais nucléaires souterrains ou à entreprendre des négociations actives visant à la conclusion d'un traité d'interdiction globale des essais, en outre, deux grandes puissances ont poursuivi leurs essais nucléaires dans l'atmosphère malgré la réprobation de l'opinion publique partout dans le monde.

\* \* \* \*

L'an dernier, l'Assemblée générale a accepté l'invitation canadienne relative à l'offre formulée par le Canada d'être l'hôte, à Vancouver, de la Conférence sur la question pressante et vitale des établissements humains. Nous sommes très heureux que l'Assemblée générale ait répondu si chaleureusement à cette invitation et nous sommes encouragés par la coopération et l'enthousiasme manifestés lors des préparatifs initiaux de la Conférence.

Nous célébrons cette année le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et pourtant, dans certaines régions de l'Afrique australe, des régimes minoritaires attentent aux droits fondamentaux de l'homme en s'opposant de façon soutenue aux efforts visant à créer l'égalité de tous les hommes. Le Canada reconnaît le bien-fondé de la lutte pour ces droits et pour l'autonomie dans cette partie du monde et il étudie les façons d'élargir son aide humanitaire à ceux qui participent à ces efforts. Cet anniversaire pourra être célébré d'une façon positive si chaque nation se préoccupe

d'assurer le respect des droits fondamentaux à toute la population. Mais un tel intérêt doit se traduire par des réalisations.

Dans son occupation de la planète, l'humanité a manqué de sagesse et de vision. Notre cupidité, notre indifférence et notre ignorance nous acheminent à toute allure vers un désaccord total avec notre environnement essentiel. L'exploitation de nos ressources naturelles a été incessante, aveugle et excessive. L'air et l'eau deviennent empoisonnés et viciés. Nous remplissons mal notre tâche de fournir à des millions d'habitants de la nourriture et des vêtements. Nous sommes incapables de vivre en paix ensemble ou de partager nos richesses en permettant à tous de vivre dans la dignité.

Même s'il ne fait pas de doute que les organismes des Nations Unies peuvent agir et agissent de fait avec célérité dans certaines circonstances, on ne peut accuser l'Organisation de toujours aborder les problèmes avec un empressement malséant. Trop d'articles semblent revenir chaque année à l'ordre du jour. Certes, nous avons réalisé des progrès. L'universalité sans cesse croissante de l'Organisation en est un exemple frappant.

Mais il nous faut éveiller un sentiment d'urgence, un sentiment collectif d'urgence face aux problèmes énormes qui se posent à l'humanité et à cette Organisation. Dans notre course contre la pauvreté et la faim, le terrorisme et les armes, la pollution et le sectarisme, nous avons trop tendance à oublier qu'il ne faut pas compter avec le temps.

### Prix convoité à l'Institut de cardiologie

L'Institut de cardiologie, affilié à l'Université de Montréal, est un petit hôpital (100 lits), mais qui a fait parler de lui dans le monde entier. Un de ses chirurgiens, le docteur Pierre Grondin, a été l'un des pionniers des greffes cardiaques, et son équipe composée de six médecins ont mérité le prix Jean Lenègre octroyé par la Fondation Nativelle, de Paris. Le prix est de 100,000 francs, soit plus de \$22,000 en fonds canadiens.

Certains cardiaques peuvent désormais bénéficier d'une technique qui consiste à suppléer au débit insuffisant du vaisseau déficient par un greffon veineux. Cette chirurgie délicate a été

pratiquée sur plus de 6,000 patients à l'Institut de cardiologie de Montréal depuis 1966. Malheureusement on s'est aperçu que le greffon lui-même se modifiait au bout d'un certain temps (occlusion-rétrécissement): on a donc été amené à réévaluer les résultats de cette opération-miracle pour en préciser les indications et en assurer le succès à long terme. C'est ce long travail de recherche qui a valu à une équipe de six médecins de l'Institut le premier prix Jean Lenègre.

*Forum*, publication de l'Université de Montréal, a expliqué sommairement en quoi consistait cette importante étude. Le principe en est assez simple, même si la réalisation est compliquée. Deux médecins, les cardiologues Martial Bourassa et Lucien Campeau, examinent les patients et choisissent les sujets les plus susceptibles de subir avec avantage la greffe veineuse. Deux chirurgiens, les docteurs Pierre et Claude Grondin (les deux frères) effectuent l'opération. Les radiologistes Jacques Saltiel et Jacques Lespérance évaluent l'état du greffon au bout de 15 jours, d'un an et de trois ans, analysent les données et en tirent des conclusions.

Les résultats obtenus ont déjà permis d'améliorer la technique habituelle et d'en essayer de nouvelles.

### Le contrôle des exportations de viande est aboli

Le boeuf, le porc et le bétail du Canada qui avaient été assujettis à un contrôle des exportations le 13 août, peuvent être exportés sans restrictions depuis le 15 septembre vers n'importe quel pays, sauf la Rhodésie, en vertu de deux nouvelles licences générales d'exportation, a fait savoir M. Robert Andras, ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce.

Le ministre, a déclaré que les mesures de contrôle des exportations de viande du 13 août avaient été prises à regret et qu'elles avaient directement pour but de régulariser un marché altéré par les pressions qu'exerçaient l'offre et les prix sur la production de viande canadienne à la suite du gel du prix du boeuf aux États-Unis. Depuis que les États-Unis ont aboli le gel des prix, le 9 septembre, le porc, le boeuf et le bétail se retrouvent dans une situation d'offre et de demande plus normale.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2. Un index paraît tous les trois mois.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title "Canada Weekly".

Ciertos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título *Noticiero de Canadá*.